

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/28

8 octobre 1997

(97-4283)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la
mise en oeuvre de l'Accord**

Original: anglais

QUESTION 2* - PERIODE DE COLLECTE DES DONNEES

Communication des Etats-Unis

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 octobre 1997.

Introduction

La législation américaine en matière antidumping est administrée conjointement par le Département du commerce des Etats-Unis (le Département du commerce ou le Département) et par la Commission du commerce international des Etats-Unis (la Commission). Chacune de ces entités mène des enquêtes distinctes, et les périodes de collecte des données sont différentes. Le Département du commerce enquête en vue de déterminer si les ventes ont été effectuées à des prix inférieurs à la valeur normale et compare le prix de marchandises identiques ou similaires vendues sur le marché américain au prix sur le marché de référence. La Commission enquête en vue de déterminer si une branche de production nationale aux Etats-Unis subit un dommage important ou est menacée de subir un dommage important, ou s'il y a un retard important dans la création d'une branche de production nationale, parce que des importations sont vendues à un prix inférieur à leur valeur normale.

Département du commerce

Comme l'Accord antidumping, la législation antidumping¹ des Etats-Unis ne fixe pas expressément la période couverte par l'enquête que le Département doit prendre en compte. La réglementation concernant le Département du commerce² contient des lignes directrices touchant les périodes de collecte des données. La règle pertinente prévoit que le Département prend normalement en compte les transactions relatives à des marchandises vendues au cours des quatre trimestres complets de l'exercice budgétaire les plus récents à compter du mois qui précède celui où la requête a été présentée, ou celui où le Département a décidé de l'ouverture d'une enquête d'office.

* Les questions suivies d'un chiffre sont reprises du document G/ADP/W/401.

¹Sous-titre B du Titre VII (articles 731-739) de la Loi douanière de 1930, telle que modifiée (19 USC 1673-1673h).

²Voir 19 CFR 351.204 b) 1).

La réglementation concernant le Département prévoit que, pour les enquêtes portant sur des marchandises en provenance de pays qui ne sont pas à économie de marché, la période couverte par l'enquête correspond normalement aux deux trimestres complets de l'exercice budgétaire les plus récents à compter du mois qui précède celui où la requête a été déposée ou celui où le Département a ouvert une enquête d'office.³

Pour le Département, le choix de trimestres complets de l'exercice budgétaire plutôt que de mois civils comptés à partir de la date du dépôt de la requête favorise une utilisation efficace et précise des données portées dans les livres de compte des parties, qui sont généralement établies sur la base des trimestres de l'exercice budgétaire. L'utilisation des données concernant les ventes effectuées avant la présentation de la requête ou l'ouverture d'office évite d'avoir à s'inquiéter outre mesure des effets que pourrait avoir le dépôt de la requête ou l'ouverture de l'enquête sur la fixation des prix sur le marché.

La réglementation prévoit que le Département est libre de prendre en compte les transactions relatives à des marchandises vendues au cours d'une période additionnelle ou d'une autre période qu'il jugerait appropriées.⁴ C'est ainsi qu'une autre période peut être plus appropriée pour les contrats à long terme et le cas des commandes spéciales ou des ventes adaptées aux besoins du client.

Commission du commerce international

La Commission est chargée de déterminer si une branche de production américaine subit un dommage important ou est menacée de subir un dommage important, ou si la création d'une branche de production aux Etats-Unis subit un retard important du fait des importations de la marchandise qui fait l'objet de l'enquête antidumping.⁵

Afin de constituer un dossier sur lequel pouvoir fonder la détermination quant à l'existence d'un dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping, la Commission établit des questionnaires qui lui permettent de recueillir des renseignements auprès des producteurs américains, des importateurs américains et des producteurs étrangers. Des questionnaires différents sont envoyés au stade préliminaire et au stade final de l'enquête si bien que les déterminations sont établies sur la base de renseignements à jour concernant les importations en cause et la branche de production. Les renseignements demandés dans les questionnaires portent généralement sur les trois années civiles précédentes et, pour une année incomplète, les trimestres civils complets qui précèdent l'établissement du questionnaire. Mais la Commission peut modifier la durée de la période couverte par l'enquête si cela permet de se faire une idée plus exacte du cycle de production saisonnière ou du cycle économique de la branche de production. Les données financières recueillies auprès des entreprises portent sur les exercices budgétaires de chacune et les trimestres civils qui se sont écoulés depuis la fin du dernier de ces exercices. A supposer, par exemple, qu'une enquête préliminaire soit ouverte en juin 1997 et que la détermination préliminaire relative au dommage doit être rendue en août de la même année, la Commission établira normalement des questionnaires en vue de rassembler des données sur les années civiles 1994 à 1996 et sur le premier trimestre civil de 1997. Elle rassemblera également des données sur le premier trimestre civil de 1996 aux fins de comparaison avec la période correspondante de 1997.

³*Id.*

⁴*Id.*

⁵Voir 19 USC 1673 2).